

DU LIVRE BLANC et de son décryptage...

I – L'esprit de renoncement : un poison lent mais sûr

Si l'objet d'un Livre blanc sur la défense et la sécurité doit être en théorie de définir et d'afficher une ambition nationale, de la motiver, d'en détailler les moyens et de favoriser son appropriation par la Nation, on peut craindre que la mouture 2013 soit loin de ce cahier des charges. Il semble plutôt s'apparenter à un brillant exercice de style, parlant éloquemment de tout pour n'en rien dire, cache-misère de haute volée d'une pensée stratégique nationale évanouie, sacrifiée sur l'autel d'une « contrainte budgétaire » qui dispense commodément et depuis trop longtemps le pouvoir, toutes tendances politiques confondues, d'oser vouloir pour la France autre chose que l'abaissement.

Le Livre blanc nouveau n'affiche en effet ni rupture (il consolide le plein retour dans l'OTAN - et en creux le renoncement presque soulagé à une Europe de la Défense il est vrai sans grand contenu ni perspective - et la sanctuarisation en l'état du pilier nucléaire de notre outil militaire), ni horizon. Il évoque bien le spectre très large des nouvelles menaces pour en conclure...à la nécessité d'une réduction homothétique du format et des outils des différentes composantes ! Il réaffirme la nécessité de préserver une capacité d'entrée en premier, maintient des états-majors de force de niveau corps d'armée, mais n'envisage plus que la projection maximale de 15000 hommes pour une opération d'ampleur, 7000 pour trois interventions simultanées... Bref, nos armées devraient être susceptibles, en théorie, de faire peu ou prou la moitié de ce qu'elles pouvaient faire lors de la LPM de 2003... !

En théorie seulement car, même à cette aune, le flou artistique entretenu autour de la question des « recettes exceptionnelles » nullement garanties et qui, en toute hypothèse, pourraient se révéler introuvables, menace toute la crédibilité du bel édifice sorti des travaux de la Commission. L'exécution de cette Loi de programmation militaire (LPM) en devient au mieux chaotique, au pire de facto impossible. La part du PIB désormais consacrée à la défense (1,3%) plonge la France dans les abysses de l'insignifiance stratégique et nous rapproche des pays du sud de l'Europe, alors que même la Grande-Bretagne, seule puissance militaire européenne comparable, mutatis mutandis, à la France et elle aussi en forte crise, se maintient aux alentours de 2%... Notre pays se rapproche désormais de l'Allemagne (mais c'est sans doute le domaine où c'est le moins souhaitable) et perd sa capacité d'entraînement politique et stratégique de l'ensemble européen.

Ce livre Blanc ne garantit donc rien. Si ceux des Français qui liront ce catalogue à la Prévert pourront peut-être se sentir protégés par ce panorama lénifiant, quel esprit lucide un tant soit peu informé peut croire, sans se mentir, que la baisse des effectifs programmée (-24 000 hommes auxquels s'ajoutent les 10 000 dont on doit encore se séparer au titre de la dernière LPM !), qui entrainera nécessairement celle des parcs de matériels projetables et projetés à moyen terme (respectivement -15% et 50%) puis le déclin inéluctable d'un secteur industriel hors pair (165 000 emplois directs) garant jusqu'à présent de notre indépendance stratégique, sera sans effets sur notre projection de puissance et d'influence dans le monde ?

Au-delà des équivoques entretenues qui visent à éviter une bronca du haut commandement et à calmer le monde militaire en lui présentant des arbitrages tragiques comme un moindre mal comparé à l'apocalypse d'un « modèle Z » habilement instillé au cours des débats de la Commission, c'est donc bien le spectre du déclassé inéluctable qui se profile.

II – Le goût du sursaut

Que faire face à cet effacement stratégique et géopolitique programmé, qui semble presque déjà consenti ?

Sans doute, avant tout, réaffirmer l'urgence d'une « pensée à l'endroit ». La défense n'est pas un secteur comme un autre, une survivance gourmande et inutile d'un ordre du monde révolu. C'est le pivot liminaire et cardinal du positionnement de notre pays sur une scène mondiale encombrée de compétiteurs déterminés et ambitieux, qui eux, réarment d'ailleurs à tout va. Elle ne saurait, en conséquence, être traitée comme les autres ministères et subir de plein fouet les diktats de la pensée comptable et statistique qui brouille le regard, ou de l'égalitarisme étriqué qui entend, dans un dogmatisme aveugle, que chacun contribue sans mot dire et là encore de manière homothétique, au prétexte d'un effort national de maîtrise des coûts budgétaires dont nul ne conteste la nécessité. La défense, précisément au nom du redressement national, devrait bien au contraire être un secteur préservé, et même budgétairement privilégié, afin d'enrayer le processus actuel de dégradation structurelle (et notamment de combler les trous capacitaires de notre dispositif) qui la fragilise dans son essence même.

En tout état de cause, depuis bientôt 20 ans, les armées ont amplement et bien suffisamment démontré leur bonne volonté d'économie et leur docilité. Le brio, le courage, l'ingéniosité, la détermination de nos forces à faire aussi bien avec de moins en moins a atteint son point de rupture. Rupture de charge. Rupture de sens. A force de contraindre les chefs militaires à choisir « entre la peste et le choléra » (entre la marine, l'aviation et les forces terrestres, entre le coût d'acquisition croissant des matériels et les effectifs, entre les forces conventionnelles et le maintien d'un pilier nucléaire crédible -même s'il existe sans doute encore une marge de réduction des coûts à crédibilité inchangée de la dissuasion), bref à déshabiller Pierre pour habiller Paul et à s'imaginer maîtriser notamment ainsi l'effet d'éviction sur les matériels terrestres (estimé désormais en moyenne à 30% en fin de LPM) ou les effectifs en réduisant la part du nucléaire -somme toute modeste- dans le budget), on fabrique une armée échantillonnaire, ingénieuse mais paupérisée, clairement sous dimensionnée pour servir nos ambitions. Celles-ci en paraissent du coup surdimensionnées,

insoutenables, donc illégitimes aux esprits chagrins...C'est là la spirale de l'abaissement consenti qui met en péril, dans une fuite en avant suicidaire, un atout cardinal dans la compétition multicanaux sans merci qui se joue pour la prédominance planétaire économique, mais aussi politique et culturelle. De même que c'est l'alliance de forces de haut niveau et d'une Base industrielle et technologique de défense (BITD) nationale qui forme le socle de notre indépendance stratégique, de même la dissuasion nucléaire ne peut à elle seule assurer une crédibilité de notre posture de défense sans des forces conventionnelles suffisamment nombreuses, bien entraînées et équipées. Il s'agit d'un couple unique, indissociable, issu d'une ambition politique sans failles et d'un demi-siècle d'efforts industriels, dont aucun des deux membres ne doit se laisser enfermer par l'autre dans un rôle de bouc-émissaire. Il n'y aura sinon que deux perdants à ce jeu délétère.

C'est en conséquence rien moins que la démarche intellectuelle conduisant à la définition des capacités et moyens de l'outil militaire qui est à repenser. La défense a malheureusement progressivement quitté le champ du politique pour être réduite au statut d'un outil dispendieux de protection des ressortissants nationaux ou de « gesticulations » ultramarines pleines de panache qui de plus en plus tiennent lieu de diplomatie. Comme si l'outil militaire ne servait qu'à assurer la défense de nos compatriotes et non pas, aussi, la promotion de nos intérêts et de nos valeurs ! Conception pauvre et suicidaire du rôle des armées. Si l'on veut mettre en chantier un redressement national tous azimuts, c'est précisément dans la préservation et la consolidation de notre outil militaire que l'on peut trouver les sources premières d'une relégitimation interne et externe du politique et de la restauration d'un lien de confiance entre la Nation et l'Etat. Sans parler du fait que le secteur de la défense est, au plan économique et social, un secteur d'excellence et un pourvoyeur précieux d'emplois très peu délocalisables. Son effet d'entraînement sur l'économie civile et son fort effet de levier potentiel à l'export, qui mériteraient d'être confortés, sont évidents.

*A rebours de l'enfermement dans une logique comptable sans issue qui escamote toute perspective, il nous faut donc repartir du bon pied et nous poser les seules questions qui vailent : Dans un monde dangereux mais plein d'opportunités, un monde d'antagonismes exacerbés entre Etats pour l'imposition de normes de pensée et de comportement, de types de gouvernance et de développement sociétal, dans quelle France veut-on vivre à l'horizon 2025 ? Quel rang, quel poids, quel état d'esprit pour notre pays ? Quels sont les leviers d'une influence retrouvée, augmentée, d'une parole qui porte, d'une signature qui compte, d'une solidarité, parfois armée, qui serait encore et longtemps espérée de notre part ? Il nous faut définir ab nihilo une ambition **puis seulement**, en dimensionner les moyens, les consentir sans ratiociner, en expliquer la logique, faire enfin un important effort de pédagogie auprès du peuple français qui continue à aimer ses armées et nourrit un patriotisme désormais résiduel qui ne demande pourtant qu'à rejaillir. Pour peu qu'on ne se trompe pas d'enjeux, que l'on sache redonner du sens, de la cohérence et du lien à nos projets et surtout, que l'on prenne la mesure des intérêts et des atouts qui sont les nôtres.*